conséquences les plus téméraires, qu'ils ont entrepris d'ériger en loix dans des matières où il n'appartient qu'au Roi de statuer. C'est par une suite de cette prétendue unité des Parlemens, proscrire par Sa Majesté, & qu'il convenoit moins encore au Parlement de Dauphiné qu'aux autres d'adopter, que les Officiers de cette Cour se sont crus en droit de délibérer sur ce qui s'étoit passé au Parlement de Pau, & qu'à cette occasion ils ont osé, dans leur Arrêté du 30. Juillet, traiter d'oppressions, d'attentat, de prévarication réfléchie ce qui s'étoit fait en exécution des ordres du Roi; faire envisager une défection inexcusable comme le dernier effort de l'obéissance & d'une fermeté respectueuse; se répandre en invectives contre des Magistrats qui ont pleinement répondu à la confiance de Sa Majesté, en remplissant un devoir indispensable, & même avancer que „ des scè- „ nes qui épouvantent la Nation, en compromet- „ tant ses droits, relâcheroient peut-être les liens „ étroits de l'obéissance, si le sentiment naturel des „ François, l'amour pour la Personne sacrée du Mo- „ narque ne l'emportoient chaque jour sur les mou- „ vemens d'une douleur qui n'a plus de bornes: „ comme s'il étoit permis de supposer que le Roi puisse méconnoître ce qu'il doit à ses Sujets, de laisser entendre qu'en aucun cas les Sujets puissent se croire dégagés des liens indissolubles de l'obéissance, & de présenter, comme n'étant plus que le tribut volontaire de leur amour, ce qui ne peut cesser d'être en même-tems le devoir inviolable de leur fidélité. Le Roi veut bien se persuader qu'en adoptant ces deux Arrêtés, les Officiers de son Parlement de Grenoble se sont laissés entraîner par des impulsions étrangères, mais Sa Majesté n'en doit pas moins à Elle-même, à la conservation des droits sacrés de sa Couronne & à l'honneur de la Magistrature d'anéantir des Actes où l'on s'est porté à de pareils excès. A quoi voulant pourvoir, où le rapport, & tout considéré; le Roi étant en son Conseil, a cassé & annullé, cassé & annullé lesdits Arrêtés des 22. Mars & 30. Juillet 1765, & tout ce qui s'en seroit ensuivi, comme contraires à la Constitution de l'Etat & attentatoires à l'autorité Souveraine: fait défenses aux Officiers de ladite Cour d'en prendre de semblables